Galy, Michel, *La guerre au Mali, comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre*

Paris, La Découverte (« Cahiers libres »), 2013, 144 p., bibl.

Camille Gantier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18237>

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 5 octobre 2015

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Camille Gantier, « Galy, Michel, *La guerre au Mali, comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 219 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18237>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Galy, Michel, *La guerre au Mali, comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre*

Paris, La Découverte (« Cahiers libres »), 2013, 144 p., bibl.

Camille Gantier

GALY, Michel. — La guerre au Mali, comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre. Paris, La Découverte (« Cahiers libres »), 2013, 144 p., bibl.

- 1 En juin 2013, quelques mois seulement après le lancement de l'intervention militaire française « Serval » du 11 janvier au Mali, paraît l'ouvrage intitulé *La guerre au Mali, comprendre la crise au Sahel et au Sahara, enjeux et zones d'ombre* qui propose une analyse de la situation mettant en perspective l'intervention française. Cet ouvrage collectif est dirigé par Michel Galy, professeur de géopolitique à l'Institut d'étude des relations internationales (ILERI) et chercheur au Centre d'études sur les conflits. Soulignant que ce « conflit que l'on pourrait croire ponctuel, limité dans l'espace et dans le temps, est en fait global » (p. 18), M. Galy insiste sur le fait que la situation actuelle du Mali et l'intervention militaire française ne peuvent s'expliquer sans analyser les enjeux politiques, économiques, humanitaires et sécuritaires de la région ainsi que les divers acteurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux concernés. Aussi, cet ouvrage écrit à plusieurs mains fait intervenir de multiples spécialistes de la région, — géographes, politologues, essayistes, journalistes, anthropologues et responsables d'ONG — qui, par le biais de leurs points de vue divers, offrent des approches complémentaires.
- 2 L'ouvrage s'articule autour de huit chapitres traitant respectivement des cinquante ans de tensions dans la zone sahélo-saharienne, du nouveau « grand jeu » des puissances occidentales au Sahel, des raisons pour lesquelles la France est intervenue, de quelques

traits caractéristiques de l'État malien en crise, de l'armée malienne et de ses tensions internes, de la « question touarègue », du « trouble jeu » du régime algérien au Sahel et au Sahara et, enfin, des enjeux humanitaires au Sahel. Bertrand Badie, spécialiste des relations internationales, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et enseignant-chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), souligne dans la préface que « la crise malienne n'est que partiellement nationale [...] et superpose les plans » (p. 7). Il apparaît que les différents chapitres hétéroclites mais complémentaires de cet ouvrage s'entremêlent et se répondent. Dans un souci de clarté et de concision, l'ouvrage ne sera pas strictement présenté dans l'ordre chronologique des chapitres. Son étude sera articulée autour de deux grands axes de lecture qui présenteront, d'une part, les principales causes internes de la crise de l'État malien et, d'autre part, des facteurs externes à l'État malien qui participent à la fragilité de cette région, ou en tirent parti.

- 3 L'objectif central de cet écrit étant d'étudier le caractère multifactoriel de la crise malienne afin d'obtenir une lecture beaucoup plus globale de la situation, il s'ouvre par un bref aperçu historique de la montée de tensions dans la région sahélo-saharienne. Depuis une cinquantaine d'années, cette région subit des tensions tant au niveau de la cohabitation des populations que des flux économiques transsahariens et des ressources naturelles. Avant la période coloniale, l'espace sahélo-saharien était caractérisé par le commerce caravanier et la coordination des activités des peuples nomades permettait une certaine adaptation aux aléas climatiques. Le Nord-Mali, et plus précisément Gao, représentait une zone importante d'échanges commerciaux de par sa position centrale dans la région. Or, la naissance des frontières africaines a altéré le commerce existant entre les États du Sahel et les pays d'Afrique du Nord et des rivalités ont commencé à percer pour le contrôle des marchandises. À cela s'ajoutent plusieurs sécheresses violentes dans les années 1970 et 1980, qui ont rendu l'accès aux ressources difficile et ont engendré un exode rural massif des populations et, notamment, des Touaregs qui ont rejoint leurs pairs dans des pays voisins tels que l'Algérie ou la Libye, enrichis grâce à l'exploitation des hydrocarbures. Les sécheresses ont créé un vivier de main-d'œuvre pour les activités licites ou illicites. Cela a avivé des tensions préexistantes au Nord-Mali qui était déjà une région « délaissée par les élites du Sud après l'indépendance ». Depuis les années 1980, cette région dépend de la contrebande et à la fin des années 1990, les tensions se sont renforcées avec le développement de trafics divers tels que la contrebande, les migrants, les armes et la drogue dont Gao est devenue « la plaque tournante vers l'Algérie et la Libye » (p. 31). Ces deux derniers ont développé des rivalités — traduites par l'instrumentalisation d'acteurs locaux, tels que les Touaregs — concernant le contrôle des trafics de cette région qui est considérée comme étant un nœud commercial et un carrefour de la drogue. Les années 2000 sont marquées par un bouleversement géopolitique régional : l'explosion du trafic de drogue est couplée à l'irruption du terrorisme salafiste dont les groupes armés vont mobiliser leurs ressources au Nord-Mali et pour qui le contrôle du territoire devient un enjeu déterminant. De 2008 à 2012, le Nord-Mali devient l'épicentre régional des trafics et manipulations du terrorisme islamiste. Ce bouleversement entraîne la présence de puissances étrangères occidentales qui suivent une rhétorique sécuritaire et se déploient dans la région.
- 4 La toile de fond ainsi brossée, l'ouvrage se propose d'identifier les principales causes fragilisant la stabilité de l'État malien et inhérentes à celui-ci. Premièrement, le problème de la notion d'État démocratique représentatif en Afrique se pose étant

donné qu'elle est née de l'histoire politique occidentale. La notion d'État est dite ne pas avoir émergé au Mali, même si les Maliens sont attachés à la souveraineté du pays. En conséquence, il semble que la corruption — *yuruguyuguru* en bambara — basée sur un système d'arrangements privés et de négociations soit « une forme de résistance », sans pour autant nuire à la bonne cohésion qui maintient la société mais n'effaçant ni les inégalités ni la pauvreté. Aussi, la religion semble offrir une échappatoire et se fait de plus en plus visible. Le Haut Conseil islamique du Mali (HCIM) tente de positionner la période de « transition », amorcée par le coup d'État du 21 mars 2012, sous l'influence des mosquées. Deuxièmement, l'armée malienne est décrite comme étant une hiérarchie sous tensions, caractérisée, non seulement par un manque de compétences, des inégalités entre généraux et soldats et des tensions ethno-régionales autour des Touaregs, mais aussi par un déséquilibre induit par l'injection d'aides financières de la part des puissances occidentales qui ont favorisé une politique sécuritaire en investissant dans l'armée plutôt que dans les aides au développement. Et enfin, une grande place est laissée à la « question touarègue », perçue comme l'un des principaux facteurs de déstabilisation. Cette thématique a plus de cent trente ans et est née avec la résistance que les combattants touaregs ont opposée à la colonisation française au Sahara. D'abord identifiée comme un obstacle à l'expansion coloniale et commerciale, l'image des Touaregs a été dépréciée auprès des populations occidentales, imprégnant l'imaginaire français, et ce, jusqu'à aujourd'hui. Lors du conflit malien de 2013, le nom des Touaregs a été associé à l'Azawad — sans pour autant être le seul peuple à occuper le Nord-Mali — et à l'islam radical. Or, depuis 1950 et 1960, les Touaregs ont été répartis en cinq États distincts (la Libye, l'Algérie, le Niger, le Mali et le Burkina Faso) qui se sont construits sur le modèle occidental de l'État-nation, « produisant des modes de gouvernance, de territorialité et d'identification d'un autre type », engendrant la création de minorités. Dans chaque cas, les Touaregs vivent dans une zone désertique, en périphérie et donc loin des centres politiques et administratifs. L'identité des Touaregs a évolué au fil des siècles. Lors de la période médiévale, la racine berbère « *targa* » signifie « le creux de la vallée » et l'appellation Amahagh est partagée par une population appartenant à l'ensemble berbère, dont les Touaregs font partie. Avec les rébellions touarègues de 1990, le nom Kel Tamashaght, faisant référence à la langue, est imposée et les autorités étatiques postcoloniales tendent à minorer ou nier l'identité touarègue pour mieux disqualifier leurs revendications. L'auteur poursuit en ajoutant à ce problème du nom, celui du nombre. Alors que les Touaregs évaluent leur population à trois millions d'individus, les sources officielles estiment leur nombre à un million et demi, le même que lors des indépendances. La population du Sahel ayant triplé en cinquante ans, l'auteur précise que cela induirait que la population touarègue soit la seule à avoir diminué dans la région. Depuis le conflit au Mali, les chiffres ont encore baissé, rendant les Touaregs minoritaires démographiquement sur le territoire. Il est rappelé qu'au XIX^e siècle les Touaregs gèrent un territoire immense, s'étalant sur l'Algérie, le Mali, le Niger et sont organisés en vaste réseau politique, économique, social et culturel, empreint de la civilisation nomade. Leur schéma politique est alors polycentré et fondé sur la pluralité des pouvoirs et leur complémentarité. Ils sont structurés en cinq pôles et leur organisation complexe fait référence au corps, composé d'organes différents mais interdépendants et leur configuration est hiérarchisée mais fluide. Les Touaregs ont adopté des stratégies diverses face à l'envahisseur. Certains ont résisté sur la terre de leurs ancêtres, et d'autres ont choisi l'exil, refusant de partager leur territoire et espérant organiser une résistance extérieure. Face à cette résistance

touarègue, l'auteur décrit comment le projet colonial s'est accompagné d'un modèle racologique, créé par la science européenne, qui consistait en une hiérarchisation raciale entre Européens, Berbères, Arabes et Noirs. Cette classification raciale a été renforcée par l'influence de l'islam perçue comme une opposition au colonisateur et par le mode de vie nomade vu comme un facteur de désordre et d'anarchie. De plus, en s'implantant durablement et visant à contrôler le territoire, l'administration coloniale met en œuvre une restructuration politique et économique des Touaregs par le biais de la fragmentation des pôles politiques touaregs et la tribalisation des espaces confédéraux en une « multitude d'entités administrativement indépendantes » (p. 133). Alors que le nomadisme jouait un rôle important dans le dynamisme social, économique et culturel de la population touarègue, dont les réseaux avaient été tissés dans toute la zone sahélo-saharienne, l'administration coloniale contrôlait chaque déplacement. L'un des enjeux de cette réduction de mobilité nomade qui interrompt les liens nord-sud repose sur « l'extraction du pétrole et du gaz dont les réserves les plus importantes se trouvent sur le territoire touareg du côté algérien et libyen » (p. 135). Les divers mouvements de revendications sont rejetés et sont rapidement taxés d'ethnisme, de communautarisme puis de terrorisme. Le péril terroriste, cartographié dès 2001, éclate en 2012 dans la région et conduit à une confusion entre terrorisme et Touaregs. Au lieu de traiter la « question touarègue » et la situation d'oppression dénoncée par les diverses rébellions touarègues depuis cinquante ans, les puissances semblent avoir favorisé la « logique de la force et de la terreur pour dégager les espaces utiles à leurs projets miniers et à leurs aires d'influence » (p. 147). Ce constat nous mène au développement de l'axe suivant qui repose sur les facteurs de déstabilisation externes à l'État malien et qui portent à la fois sur les raisons de l'intervention militaire française au Mali et sur le nouveau « grand jeu » des puissances étrangères au Sahel, dont le trouble jeu de l'État algérien.

- 5 Les facteurs externes de déstabilisation de l'État malien sont, pour la plupart, inhérents à la situation de fragilité préexistante de ce dernier. Dans ce contexte, l'ouvrage soutient l'idée que le Mali serait l'illustration d'une nouvelle stratégie géopolitique de préservation des aires d'influence (pp. 88-89). Ce constat prend directement racine dans la façon dont la France est intervenue militairement au Mali puisqu'il semble que cette intervention soit à l'inverse de la stratégie française officielle visant plutôt des interventions indirectes avec un appui logistique et complémentaire des forces africaines, telles que la CEDEAO. Or, dans ce cas précis, la France serait intervenue sans base légale apparente, déployant des milliers d'hommes au sol et ce, dès août 2012, et avec l'aide de « supplétifs inattendus » : les Tchadiens et les Touaregs du MNLA. Pour comprendre l'intervention militaire française, l'auteur nous propose un retour sur la notion de Françafrique qui est l'entremêlement de divers facteurs : une indépendance formelle des ex-colonies, une dépendance politico-militaire vis-à-vis de l'État français, un monopole français des matières premières, des liens économiques et monétaires et la présence de coopérants. Aussi, l'indépendance des colonies semble avoir été doublée d'une interdépendance, en faveur de la puissance étrangère. L'auteur considère alors la France comme étant « en retard d'une décolonisation » (p. 84) : même si, à la suite de la chute de Moussa Traoré (1968-1991), les présidents maliens ont donné une image positive de l'Afrique francophone, acceptant le verdict des élections, les mesures néolibérales imposées et les institutions financières internationales dans le but de désendetter le pays, la situation sociale, politique et sécuritaire n'a fait que se détériorer. La conjonction de ces facteurs pourrait expliquer l'écroulement de l'État

malien. L'ouvrage va plus loin en nommant l'intervention française de mise sous tutelle du Mali et justifie ce basculement : « Préparation française des décisions onusiennes concernant le Mali ; administration directe des zones militaires ; remplacement, fin mars 2013, d'un ambassadeur influent [...] Christian Rouyer, par un ancien gendarme passé par Saint-Cyr, Gilles Huberson ; insistance de Paris à décider des dates de la présidentielle ; réforme franco-européenne de l'armée ; contrôle des alliances stratégiques et diplomatiques du Mali [...] » (pp. 88-89). L'enjeu semble alors être d'ordre géopolitique avec la volonté de conserver une aire d'influence en Afrique. L'étude de cas de l'intervention militaire française s'ouvre alors sur la théorisation du « grand jeu » des puissances étrangères. L'auteur établit une analyse comparative entre l'interventionnisme du XIX^e et celui du XXI^e siècle. Lors de la période coloniale, les pays occidentaux tendent à instaurer des rapports durables de domination entre métropole et périphérie ; rapports légitimés par le biais des droits de l'homme, de la démocratisation et de la bonne gouvernance. L'interventionnisme du XXI^e siècle est perçu comme étant la combinaison de ces rapports et d'une mise à jour des mécanismes géostratégiques, alliant rhétorique de l'ordre et pratique déstabilisatrice. Ainsi, l'intervention militaire française au Mali illustrerait trois grandes évolutions du « grand jeu ». Tout d'abord, l'incapacité des États postcoloniaux à construire un État stable et souverain en développant des régimes de plus en plus autoritaires et sans établir de géopolitique d'influence. Cela s'est accentué avec les attentats du 11 Septembre 2001 où les États ont remis leur souveraineté locale aux mains de partenaires sécuritaires externes. Puis, l'apparition de groupes armés non étatiques engendrant la fragmentation des États et la justification d'une nouvelle rhétorique militaro-sécuritaire des puissances occidentales. Et, enfin, une concurrence croissante entre les pays occidentaux et les puissances émergentes. La conséquence directe de cette évolution des rapports de force, illustrée par l'intervention militaire française, est la banalisation de l'ingérence et la normalisation de la guerre contre le terrorisme. La fin de la guerre froide a marqué un tournant en termes d'interventionnisme occidental avec l'apparition du « droit d'ingérence » en 1987 et la responsabilité de protéger en 2001 : la logique d'aider les pays se transforme en une « logique qui cherche à les discipliner puisqu'ils pourraient présenter une menace pour les forteresses du nord » (p. 62). L'intervention française instaure la normalisation de l'intervention militaire en réponse aux crises internationales. Cependant, malgré l'intervention extérieure, l'insécurité au sein du pays semble continuer. Ainsi, le cas du Sahel est particulier car même si la question touarègue est restée irrésolue après la décolonisation, créant des vagues de soulèvements, la région est demeurée relativement stable après les indépendances. C'est dans un contexte de dynamiques interventionnistes en expansion que le Sahel est devenu à la fin des années 2000 une « zone à problème » (p. 62) et illustre la normalisation de l'idée de « guerre contre le terrorisme ». La crise malienne prend donc racine dans trois dynamiques géopolitiques : des groupes islamistes radicaux algériens au Nord-Mali, une grande circulation d'armement en provenance de la Libye et qui a militarisé AQMI et des revendications indépendantistes touarègues. Au grand jeu du XXI^e siècle, caractérisé par la désacralisation de la souveraineté et le remplacement de la notion de développement par celle de sécurité s'ajoute le « trouble jeu » du régime algérien comme facteur déstabilisateur de la région. Le pouvoir algérien est décrit comme reposant sur un régime militaire à façade civile et qui est l'héritage direct du régime autoritaire instauré dès l'indépendance de 1962. Les chefs de l'Armée nationale populaire (ANP) et de la Sécurité militaire (SM) sont au cœur du

pouvoir et la police politique est devenue le Département de renseignements et de sécurité (DRS) en 1990. Selon l'auteur, cette toile de fond est à considérer sérieusement pour comprendre la position du régime algérien au Sahara et dans le Sahel depuis les années 2000 car, auparavant, la zone sahélo-saharienne n'avait pas été touchée par le terrorisme islamiste. Étant une région à faible densité et au cœur de la richesse nationale (exploitation d'hydrocarbures), les généraux d'Alger ont maintenu le Sahara pétrolier en dehors des violences terroristes qui avaient cours au nord du pays. Toutefois, les attentats du 11 Septembre 2001 aux États-Unis bouleversent la région. Pour les généraux à la tête du pouvoir, les effets de cet événement exceptionnel fournissent l'occasion de retrouver une légitimité, au sein de la « communauté internationale », qui avait été mise à mal lors du coup d'État de 1990. Cette conjoncture semble alors être initiatrice du groupe djihadiste AQMI, qui est au cœur de la guerre au Mali en 2013. Ainsi, le GSPC décrit comme une création du DRS afin de maintenir un « terrorisme résiduel justifiant le maintien de l'état d'urgence et les restrictions des libertés, ainsi que de canaliser certains jeunes révoltés vers des “maquis islamistes” qu'ils contrôlent » (p. 153). En 2002, il est inscrit sur la liste américaine des organisations terroristes : cela permet au régime algérien d'augmenter son poids sur la scène internationale en matière de lutte anti-terrorisme. En 2003, le DRS déplace le terrorisme dans le Sahara avec l'enlèvement de trente-deux touristes européens par le GSPC. Deux ans après le 11 Septembre, les chefs du DRS sont « reconnus comme de précieux experts antiterroristes par les États-Unis et l'Union européenne, dont les gouvernements intensifient désormais la coopération antiterroriste avec Alger » (p. 155). L'Algérie est alors perçue comme le *leader* régional qui peut coordonner les efforts du Sahel face aux menaces de sécurité transnationales. Alors que les grandes puissances étrangères semblent mener une *realpolitik*²², ce sont bien les populations locales qui en sont les premières victimes et l'ouvrage dédie son dernier chapitre aux enjeux humanitaires au Sahel. Face à la multiplicité des facteurs déclencheurs de la vulnérabilité de la région, l'auteur avance que l'unique réponse envisageable soit une réponse globale, impliquant les acteurs locaux, régionaux, nationaux et internationaux afin de coordonner et de répondre à la fois aux « situations d'urgence et aux déséquilibres structurels de long terme » (p. 170). Un des points-clés en matière d'organisations humanitaires repose alors sur l'articulation indispensable de l'action immédiate et l'action à long terme et donc, de ne pas suivre une logique de cloisonnement entre les aides d'urgence et celles du développement. Puisque les crises climatiques, économiques et politiques sont imbriquées, il s'agirait non pas d'effectuer une « transition », mais plutôt une « articulation » entre les « mécanismes de financements proposés par les bailleurs de fonds et destinés à répondre aux différents défis auxquels les populations sont confrontées au Sahel » (p. 184). La crise malienne prend racine dans la pauvreté, des clivages entre communautés, des aléas climatiques et une gouvernance instable. Il apparaît alors que la sécurité est une « condition nécessaire pour permettre la diffusion d'une assistance humanitaire et la mise en œuvre de programmes de développement » (p. 184) ; et cette sécurité doit prendre appui, avant tout, sur l'engagement de la classe politique malienne afin de stabiliser la gouvernance et réinitier des projets économiques et sociaux. En plus de l'échelle nationale, c'est une dimension régionale qui doit aussi être prise en considération afin de coordonner les marchés, la transformation et la communication. Cela ne sera réalisable qu'avec une « vraie volonté politique des États sahéliens et un fort

engagement financier de la “communauté internationale” » (p. 185) qui doivent être menés dans le long terme.

- 6 L'ouvrage, *La guerre au Mali, comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre*, est un travail d'analyse ambitieux qui se propose d'identifier les divers enjeux soulevés par le conflit malien et tente de mettre en perspective les multiples problématiques de la région sahélo-saharienne. Cet écrit d'une grande densité en donne un aperçu sérieux et les divers points de vue exposés en font sa force, offrant un large spectre d'analyse.
- 7 Devant la complexité de la situation, l'ouvrage nous donne les principales clés pour mieux saisir les enjeux de ce conflit. Son objectif n'est pas de se centrer sur l'État malien exclusivement, mais la crise qu'il traverse est plutôt le point de départ d'une réflexion géopolitique régionale et internationale. Cette analyse géopolitique s'attarde sur la place de l'intervention française et semble être perçue comme une mise sous tutelle de l'État malien, une forme de néocolonialisme. Ce point de vue prend appui sur des arguments pertinents mais nous paraît quelque peu radical et nécessiterait d'être plus amplement défini et recadré. Bien que les chapitres se complètent et évitent l'écueil de la redite, une synthèse proposant l'imbrication des facteurs structurels et déclencheurs aurait été appréciable. Du fait de la spécificité et de la densité de chaque thématique, le lecteur est enjoint à se documenter afin de mieux cerner les enjeux décrits et doit fournir un effort de prise de recul pour tenter de lier les diverses données. Aussi, l'ouvrage soulève plusieurs questionnements. L'intervention militaire française semble poser quelques problèmes de légitimité. Nous pourrions alors nous pencher sur les divers discours de légitimation ou dé-légitimation prononcés à propos de cette intervention, tout en analysant les politiques mises en place pour prévoir et organiser la période post-intervention, tant du côté malien que du côté de la France et des institutions internationales. Le positionnement équivoque du régime algérien dans la zone sahélo-saharienne suscite aussi des interrogations. L'État algérien cherche-t-il à s'imposer dans la région afin d'étendre son aire d'influence et/ou est-il un allié des puissances occidentales, en particulier de la France, leur facilitant l'accès à cette région afin de sécuriser les ressources naturelles. Enfin, le conflit malien est présenté comme l'illustration d'une nouvelle phase d'interventionnisme où les interventions militaires se banalisent. Ce constat appelle à la réflexion, à savoir, sur quelle base se fonde ce recours à la force plutôt qu'à l'usage de l'outil diplomatique. Les interventions militaires étrangères basent-elles leur légitimité dans la neutralisation de groupes armés non étatiques représentant une réelle menace pour la sécurité des populations africaines et européennes ou reposent-elles sur une course croissante aux ressources, impliquant une gestion militaire.

NOTES

22. *Realpolitik* : mot allemand signifiant politique réaliste. Une *Realpolitik* est une stratégie politique fondée, non pas sur des *a priori* idéologiques ou des jugements de

valeur, mais sur l'importance économique ou géopolitique des interlocuteurs, <<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Realpolitik.htm>>.